



L'Honorable Alan GANOO ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, et ministre du Transport Routier et du Métro Léger

L'Honorable Soomilduth BHOLAH, ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives

La vice-présidente de la MCCI, Mme Namita Jagarnath-Hardowar

Le Secrétaire-Général de la MCCI, Dr Yousouf Ismaël

Les membres de l'Appeal Board

Les membres du Conseil

Les membres de la presse

Chers Confrères

Mesdames & Messieurs,

C'est avec un immense plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui, en tant que Président sortant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Île Maurice.

Cela a été un honneur et un privilège de servir la communauté des affaires à la suite des nombreux confrères respectés qui m'ont précédé à ce poste.

La Chambre a vu le jour modestement en 1850 et aujourd'hui plus que jamais, elle continue de contribuer de façon significative au développement économique de notre pays. Cet engagement poursuivra encore de nombreuses années en tant qu'institution libre et indépendante, **convaincu des bienfaits de la libre entreprise comme moteur de croissance économique au bénéfice de tous.**

Aujourd'hui s'achèvent pour moi, deux années à la présidence de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Deux années intenses.

En entamant mon mandat en juillet 2020, alors même que la pandémie pointait le bout de son nez, j'étais loin d'imaginer l'ampleur des défis qui se présenteraient et l'inventivité qu'il allait falloir déployer pour mettre en place des solutions adaptées.

Cette crise, la pire que l'histoire économique moderne ait connue, cette crise qui a entraîné la plus grande chute du PIB mondial jamais enregistrée, a eu des effets dévastateurs sur notre pays, ses entreprises, ses institutions, et sa population.

La MCCI n'a pas été épargnée.

Dès le début de la pandémie, nos finances ont été grandement affectées, en raison notamment de l'arrêt des activités touristiques.

Nous avons immédiatement constitué un *Finance Committee* avec pour objectif d'analyser nos dépenses et de trouver les mesures nécessaires pour préserver l'emploi de nos salariés.

Parallèlement, il nous a fallu répondre aux nouvelles attentes créées par la pandémie.

Je suis heureux que la Chambre ait su répondre positivement à ces attentes, tant celles de ses membres, représentatifs de la communauté des affaires, que celles de notre pays. Je suis heureux de constater aujourd'hui à quel point la relation entre le privé et le public s'est renforcée, après ces deux ans d'étroite collaboration.

Dès ma prise de fonction, j'ai été agréablement surpris par la qualité des relations entre les cadres de la MCCI et leurs homologues de la fonction publique.

En contact quasi permanent, ils se comprennent, échangent des données et travaillent ensemble dans un remarquable esprit de respect mutuel.

Je reste convaincu que cette **collaboration publique-privée** est le ciment même du paysage économique de notre île.

Je voudrais donc ici exprimer ma reconnaissance à l'équipe de la MCCI, pour son esprit de collaboration, pour sa rigueur et son dévouement continuellement démontré.

Je voudrais aussi remercier ces nombreux collaborateurs de la fonction publique pour leur sens de l'écoute, leur disponibilité et leurs bons conseils.

Je remercie également l'ensemble des membres de notre association pour leur contribution à cette sortie de crise.

C'est grâce à vous tous que la MCCI reste plus que jamais un acteur de premier plan dans le développement économique du pays.

Mesdames et Messieurs,

Durant ces deux années exceptionnelles,

**Nous avons été à l'écoute des besoins de chaque industrie.**

Nous avons multiplié les rencontres individuelles, pour faire en sorte que nos chefs d'entreprise puissent être entendus, être accompagnés et résister à la crise.

Nous avons accueilli de nombreux non-membres demandeurs de soutien et d'accompagnement.

Nous avons consolidé notre « *membership* » afin d'accompagner au plus près les opérateurs économiques en évaluant leurs doléances et suggestions afin de continuer sans cesse notre mission d'être porteur d'idées et de solutions.

Au plus fort de la crise, nous avons mis en place tout le soutien nécessaire au maintien des services essentiels, de la chaîne d'approvisionnement à la distribution.

Nous avons, dans le même temps, fait avancer des causes nécessaires, liées à la transition de notre pays vers une société durable : l'abandon du plastique à usage unique, la création de l'économie circulaire, la formation de nos artisans et ouvriers, la valorisation de la production locale.... autant d'enjeux d'avenir.

### **Nous avons consolidé nos partenariats internationaux.**

Cette crise a révélé notre forte dépendance au commerce international, et est venue souligner l'importance de renforcer la coopération économique régionale.

Nous avons aidé à maintenir le dialogue inter-îles, et travaillons activement à atténuer les freins aux échanges commerciaux régionaux.

Nous avons contribué à consolider les accords avec des pays amis et voisins, l'Europe, l'Afrique, l'Inde, la Chine, pour améliorer non seulement l'accès à ces marchés qui représentent autant d'opportunités. Nous avons aussi créé des ponts nécessaires pour participer au financement des échanges à venir en biens et en services (en particulier financiers).

### **Enfin, nous avons accompagné le gouvernement dans les décisions extrêmement difficiles qu'il a eu à prendre.**

**Le dialogue public-privé**, qui a aidé à construire notre pays au fil des années, s'est révélé une nouvelle fois un maillon essentiel. Cette concertation permanente a permis une prise de décision rapide et facilitée, entre autres, l'accès à l'aide exceptionnelle débloquée pour éviter aux industries-piliers de s'effondrer.

Animés par la même volonté de protéger les intérêts du pays, nous avons su entretenir un dialogue sain qui a permis l'échange d'idées, pour le bien-être de la population et nos intérêts économiques communs.

Tout au long de ces 18 mois, la Chambre a été régulièrement sollicitée par nos décideurs, et nous avons apprécié leur écoute autant sur les questions d'ordre économique et commercial que sur celles, stratégiques, de la gestion de la pandémie.

### **Tout cela a aidé le pays à traverser la crise...**

Messieurs les ministres, dans ce contexte, puis-je vous demander d'être les témoins de notre reconnaissance au chef du Gouvernement et à vos confrères.

### **Avant d'aborder l'état de notre économie, permettez-moi de faire un tour d'horizon de l'économie mondiale**

Une économie qui continue à être dominée par la pandémie. Une économie où perdurent des incertitudes et des défis toujours aussi complexes.

Certes, la situation s'est améliorée en 2021. La croissance mondiale a atteint 5,9 %, contre une contraction de 3,1 % en 2020. Mais les perspectives sont toujours inquiétantes.

L'inflation élevée, la hausse des niveaux d'endettement, les incertitudes géopolitiques et le resserrement des conditions financières risquent plus que jamais de freiner la reprise.

Le FMI a revu à la baisse son estimation de croissance pour 2022 à 4,4 % contre 4,9 %. Plusieurs raisons sont évoquées : la hausse du prix des énergies, des denrées alimentaires, les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, l'inflation galopante et des restrictions de mobilité dans de nombreux pays.

Avec la guerre russo-ukrainienne et son impact potentiel sur les transactions transfrontalière, l'institution s'apprête à revoir une nouvelle fois ses prévisions à la baisse.

Il semble évident que la reprise mondiale sera plus lente que prévu, Le paysage économique de Maurice en sera sans nul doute affecté, ce qui nous oblige à être extrêmement bien préparé. Des actions politiques appropriées et fortes seront déterminantes pour amortir les coûts économiques et sociaux associés qui en découleront.

### **À quoi Maurice doit-elle s'attendre ?**

Avec une croissance de 4,8 % en 2021, l'économie mauricienne a démontré une résilience certaine face à des chocs sans précédent.

La reprise a été grandement aidée par les mesures de soutien mises en place par le gouvernement ainsi que le rapide progrès de la campagne de vaccination.

Cette croissance s'explique aussi par la bonne santé du secteur financier et de celui des TIC, qui ont nettement progressé, de même que la solide diversification de nos secteurs.

Nous avons observé une reprise de l'industrie manufacturière, de la construction et du commerce.

En 2021, le commerce a fortement rebondi, dépassant en valeur les chiffres de 2019.

Les exportations de marchandises ont atteint environ 69,9 milliards de roupies, contre 60,4 milliards en 2020 et 66,6 milliards en 2019.

Les importations ont, elles, atteint 215 milliards MUR en 2021, contre 192 milliards MUR en 2019 et 165 milliards MUR en 2020.

Le tourisme a repris des couleurs, grâce à l'assouplissement des restrictions de voyage, la reprise économique en Europe et en Asie et la confiance retrouvée des voyageurs.

La reprise progressive de ce secteur devrait avoir des retombées positives sur d'autres segments de l'économie.

La Banque de Maurice s'appuie d'ailleurs sur les prévisions importantes d'arrivées touristiques pour évoquer, dans ses dernières analyses, une croissance de 7 à 8 % pour 2022, des chiffres qui permettent d'être optimistes.

L'agitation mondiale causée par la crise russo-ukrainienne a inéluctablement eu un impact sur l'industrie locale. Elle a subi de plein fouet les conséquences de la flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires, du carburant, de l'énergie, du transport et de l'expédition.

Cette situation économique générale est des plus préoccupantes.

Mesdames & Messieurs,

Dans un tel contexte économique incertain, nous sommes surtout inquiets par la détérioration des indicateurs macro-économiques, par l'endettement public, qui à ce jour, a atteint la barre de presque 90% du PIB (Statistiques 2021), par la constante dégradation de notre balance commerciale, et par l'effondrement de notre roupie mauricienne.

Au cours des dernières années, il y a eu un changement sismique dans le paysage fiscal avec l'ajout d'impôts tels la *solidarity levy* de 25% et la CSG. Cette hausse des taux d'imposition place notre pays dans la catégorie des pays à fort taux d'imposition.

Ces décisions ont encore une fois compliqué la donne et contribué à augmenter les coûts pour certains particuliers comme les entreprises. Cela impactera certainement la relance car l'activité commerciale en subira les conséquences.

Il convient de rappeler que l'élément déclencheur dudit miracle économique qu'a connu notre pays depuis les années 80 est l'adoption d'un régime fiscal au taux d'imposition faible et simple.

À l'inverse, des calculs fiscaux complexes et des taux d'imposition élevés encouragent les exercices d'évasion fiscale et pourraient entraîner des recouvrements d'impôts plus faibles que prévu tout en réduisant l'attractivité et la compétitivité du pays pour les flux d'investissement.

Il est également connu qu'une fiscalité excessive et complexe favorise le développement d'un secteur informel. Motivés par la possibilité d'éviter le paiement des impôts, ces acteurs prospèrent dans une économie parallèle où l'on privilégie les transactions en espèces.

Ce contexte appelle donc une gestion budgétaire disciplinée, pour réduire la dette publique et surtout éviter que cette dette ne s'alourdisse. Il est devenu essentiel à nos yeux de hiérarchiser les dépenses en vue de remédier à la divergence croissante entre les dépenses et les recettes. Dans le même temps, il est nécessaire de simplifier l'écosystème fiscal et d'inciter les entreprises à devenir plus compétitives.

Au milieu des incertitudes économiques, il est fortement souhaitable que les ressources soient accordées en priorité aux domaines qui ouvrent la voie à une croissance résiliente - afin de fournir des incitations et l'accompagnement nécessaire pour relever les défis qui entravent le développement du pays.

Ceci m'amène à **la deuxième caractéristique de cette année : les poussées inflationnistes.**

L'inflation globale s'est établie à 6,8 % en décembre 2021, contre moins de 3 % en décembre 2020. Pour les 12 mois se terminant en décembre 2021, elle a atteint 4,0 %, contre 2,5 % pour la même période en 2020, qui était, du reste, la plus élevée de la dernière décennie.

Plusieurs facteurs expliquent ce taux d'inflation : la flambée des prix des denrées alimentaires, les coûts de transport élevés, les prix de l'énergie et des matières premières, la dépréciation de la roupie, ou encore, l'érosion de la compétitivité...

À Maurice, l'inflation est particulièrement préoccupante du fait de notre dépendance sur l'importation.

Elle reste trop forte, nos progrès en termes de production alimentaire locale, trop faibles.



Notre réflexion doit se poursuivre pour trouver des solutions face aux coûts de production élevés, à la concurrence des importations, à l'accès limité aux terres et aux animaux reproducteurs, à l'absence d'une structure de marché organisée, aux difficultés à se conformer aux réglementations environnementales.

Notre défi sera aussi de contenir ces risques d'intensification des pressions inflationnistes de sorte qu'elles évitent de provoquer une hausse rapide des taux d'intérêt et un net resserrement des conditions financières, et exercent des pressions sur le pouvoir d'achat des ménages.

### **La productivité est le troisième thème que je voudrais aborder.**

Maurice a réussi à se diversifier en s'éloignant de la production de canne à sucre et à passer d'une économie de monoculture à faible revenu à une économie à revenu intermédiaire supérieur avec des secteurs manufacturier, agro-industriel, financiers, les TIC et le tourisme. Notre économie a évolué et est désormais axée sur les services.

Bien que ces secteurs soient tous confrontés à de nouveaux défis, ils sont tous portés par une réelle volonté de rétablir l'activité de façon durable, résiliente, en privilégiant l'inclusivité.

Cependant, nous faisons face à une faible productivité et à un marché du travail qui n'est pas suffisamment qualifié, marqué par avec trop de contraintes qui réduisent la capacité des entrepreneurs à se réorganiser.

La question de la pénurie ou du déficit de compétences s'est révélée être un obstacle majeur ces dernières années. Une importante inadéquation des compétences et des talents dans le pays a été notée dans plusieurs secteurs.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un nombre élevé de diplômés au chômage, à des compétences manquantes, et à une pénurie de talents dans les principaux secteurs.

Les entreprises doivent recourir à une main-d'œuvre étrangère souvent plus coûteuse, alors même qu'on assiste à une fuite des cerveaux.

En effet, un nombre important de nos professionnels, hautement qualifiés et talentueux, ainsi que de nombreux artisans quittent le pays pour de meilleures opportunités à l'étranger. Découragés, entre autres, par notre régime fiscal, comme je l'évoquais plus tôt, ils s'en vont rechercher une meilleure qualité de vie à l'étranger au moment où nous avons le plus besoin de leurs talents.

Une meilleure évaluation de nos besoins en ressources humaines, à moyen et à long terme, ainsi qu'un soutien adapté et prioritaire aux programmes qui consolideront les talents nécessaires semblent être une démarche obligée. Mais développer la culture de l'entrepreneuriat reste aussi un impératif.

Une nouvelle approche de la politique industrielle est urgente.

Elle devrait être axée sur le soutien à l'innovation et au transfert de technologie, tout en abordant les questions transversales de développement des compétences, de concurrence, de gestion des ressources naturelles et de **partenariats public-privé**.

Elle viserait à déplacer la structure de production vers de nouveaux types d'activités et de secteurs, avec une productivité progressivement plus élevée, des emplois mieux rémunérés et un plus grand potentiel de valorisation.

#### **Quatrième caractéristique de cette année : la fragile reprise du tourisme.**

Puisque c'est sur ce moteur de notre économie que reposent les espoirs d'un retour de la croissance, le tourisme mérite une attention toute particulière.

Les observateurs du voyage sont optimistes : *Travel will pick up again*, disent-ils.

Côté sanitaire, l'environnement relativement gérable et le taux de vaccination en amélioration envoient au public voyageur un message rassurant. Les contrôles à l'arrivée sont petit à petit assouplis, rendant le parcours client plus agréable.

Cependant, la reprise réelle du secteur reste encore tributaire de nombre de facteurs.

Des facteurs, d'abord, qui échappent à notre contrôle. Il y a les restrictions de voyage sur certains marchés hors Europe essentiels à notre stratégie de diversification, l'Inde, la Chine, l'Australie.

Il y a aussi l'incertitude créée par la guerre en Ukraine qui risque de refroidir le voyageur,

Et des facteurs, également, qui relèvent de notre responsabilité.

Il y a le renforcement de la connectivité aérienne et de la capacité en sièges ; les campagnes de marketing pertinentes dans des pays choisis ; et l'attrait de la destination mauricienne, essentiel pour sa compétitivité.

Permettez-moi d'insister sur ce dernier point.

Les opérateurs du tourisme ont maintes fois tiré la sonnette d'alarme sur deux risques réels : la qualité du service et celui de l'environnement.

Cultiver un service d'excellence est fondamental pour réussir la relance. Cela implique former les jeunes, les ramener vers l'hôtellerie.

Quant à l'environnement, c'est le **principal atout** de la destination.

S'il n'est pas soigné, attirant, si toute la destination ne fait pas l'objet d'une stratégie solide en matière de durabilité, nous entamons cette relance avec un handicap.

Nos ambitions sont posées: un million de touristes pour cette année 2022.

Nous devons nous donner les moyens de les réaliser, la concurrence des autres destinations est rude.

Mesdames et Messieurs,

Les défis à relever pour surmonter les obstacles qui s'annoncent cette année et les années à venir sont immenses.

Je voudrais partager quelques réflexions qui me semblent devoir dicter notre approche.

En réalité, je pense que cette crise nous a révélé de nouvelles responsabilités. Elle nous a lancé un «*wake-up call*» pour envisager notre avenir différemment.

Et elle nous a laissé des enseignements assez forts pour repenser nos responsabilités et éliminer ces nouveaux obstacles qui se dressent sur notre chemin.

Quelles sont aujourd'hui nos responsabilités ?

### **Une responsabilité d'abord individuelle.**

Depuis le début de la pandémie, nous avons eu la chance de voir la population, dans sa grande majorité, affluer vers les centres de vaccination et adopter les gestes barrières nécessaires.

Pour que la vie économique reprenne pleinement, nous ne pourrons plus recourir aux mesures strictes de contrôle.

Chaque citoyen devient donc responsable de limiter autant que possible cette propagation, tout en restant productif.

C'est notre principale arme pour en finir avec cette crise.

### **Notre responsabilité, en tant qu'acteur économique, sera aussi sociale, sociétale.**

La pandémie a creusé les inégalités. Elle a réduit de manière disproportionnée les revenus des travailleurs peu qualifiés, des jeunes et des femmes, ainsi que des travailleurs du secteur informel.

La flambée des prix est venue encore accentuer la pression sur les familles les plus pauvres.

Fragilisées par la pandémie, beaucoup de familles risquent de tomber dans la précarité du fait de l'augmentation du coût de la vie.

La réduction des inégalités doit être au cœur de la reconstruction post-Covid. Nous devons ranimer l'envie du travail avec éthique et civilité.

En tant que chefs d'entreprise, nous avons le devoir de jouer notre rôle en matière de solidarité, de mobilisation, de responsabilité sociale et de citoyenneté en donnant priorité à la dimension sociale et en agissant dans l'intérêt de la collectivité.

Le consommateur-citoyen attend des acteurs économiques une action responsable.

Cette action sera efficace à condition qu'elle soit menée par la croissance. Il est donc nécessaire que l'État allège le secteur privé de ces contraintes administratives qui peuvent freiner son développement.

Dans ce contexte, il est urgent de mettre en place le « RIA » ainsi que des mesures précises pour progresser dans la facilitation des affaires.

Mais surtout, dans cet environnement où chacun peine à s'en sortir... **nous avons la responsabilité d'une bonne gouvernance, d'une gestion exemplaire.**

Dans les institutions publiques, comme dans nos entreprises, nous avons le devoir de dépenser moins, de veiller à une gestion pointue de nos budgets, de nous assurer qu'il y a optimisation des recettes et des dépenses dans un contexte de prudence financière et de discipline.

Le rapport du Directeur du Bureau de l'Audit pour l'année 2020-2021 a été rendu public mardi et je voudrais reprendre les propos de M. Sunil Charanjivsingh Romooah. Il dit, je cite, « *Les exercices d'appels d'offres et la gestion de gros projets*

*demeurent nos plus grandes faiblesses et ont besoin de faire l'objet de réformes. »*  
Fin de citation.

Il nous faut mettre en place des mécanismes de contrôle pour que les mesures que nous prenons le soit avec la plus grande efficacité possible.

Cette pandémie est une occasion de transformer notre économie et nos entreprises de façon à les rendre plus résilientes et efficaces.

Mais une bonne gouvernance, c'est aussi et surtout la responsabilité d'être juste et honnête, de chasser le gaspillage, de prévenir toute tentation de passe-droits, de punir le manque d'éthique, d'inciter à une plus grande civilité.

De ce fait, nos entreprises bénéficiaires, d'une aide de l'État pour relancer l'économie nationale, ont une responsabilité accrue de transparence.

**Nous avons, bien entendu, aussi la responsabilité de faire durer nos entreprises**

Cela veut dire...

Accélérer les réformes nécessaires à leur transformation,

Renforcer leur capacité à faire face à l'incertitude devenue désormais permanente

Cela veut dire...

Avoir le courage de remettre à demain certains projets qui ne répondent pas aux urgences du moment

Cela veut dire...

Chercher à comprendre le contexte dans lequel nous allons être appelés à opérer demain. Rester au fait des nouvelles technologies et des tendances qui affecteront le «Future of Work».

Accroître nos efforts en matière de diversité, d'équité et d'inclusion.

**Plus que tout, notre responsabilité est morale.**

## **Nous avons la responsabilité de léguer un meilleur avenir à nos enfants**

Le lien a été établi entre la dégradation de l'environnement et l'émergence de maladies infectieuses et de destruction environnementale et d'infrastructures.

Ce lien appelle une réponse environnementale solide face à l'avenir.

Pour notre pays, c'est un immense défi. Il n'y a qu'à voir les déchets qui jonchent les bordures de nos routes et s'amoncellent dans les terrains « vagues » et cours d'eau, nous observons également de nombreux animaux qui errent, Nous en déduisons qu'en matière de sensibilisation aux questions environnementales, notre chemin est encore long.

Nous n'avons pourtant pas le choix.

Pour être efficace et durable, la reprise économique devra refléter de manière cohérente tous les aspects du développement durable.

Elle devra, comme nous l'avons dit, être axée sur l'inclusion sociale, mais surtout, elle devra se conformer aux grands principes de l'économie verte, au développement à faibles émissions de carbone, à l'économie des ressources, et au modèle circulaire...

Pour augmenter sensiblement les investissements verts, le rôle du secteur privé sera déterminant. Pour cela, un cadre régulateur approprié doit être instauré. Un cadre qui permette aussi la valorisation des sciences, de la recherche scientifique, qui permettra notre transformation vers une société plus intelligente.

Messieurs les ministres,

Chers confrères,

Etre au service des générations futures, signifie développer les secteurs qui leur seront utiles demain.

Ces secteurs qui ont montré à quel point ils étaient essentiels pendant la pandémie.

Je vous en cite certains:

L'hygiène et la santé, le sport, l'alimentation, le numérique, le recyclage et la gestion des déchets, l'éducation, , la distribution d'eau, , l'agriculture, l'énergie propre, - et enfin, la culture, l'assurance et l'épargne.

Je profite pour vous exprimer notre fierté à la Chambre d'avoir fait le choix d'investissements récents dans deux de ces axes d'avenir, l'éducation et le numérique. En effet, nous avons mené à terme, malgré les difficultés du moment, deux projets d'envergure ayant nécessité environ Rs 35 millions d'investissement.

La MCCI Business School a été agrandie afin d'offrir plus de cours et d'accueillir plus d'élèves. Nous avons également lancé une application pour le remboursement de la VAT par mode électronique afin d'accompagner le développement du tourisme et du commerce.

Messieurs les ministres,

J'ai longuement évoqué le soutien dont nos entreprises ont besoin pour être agiles.

Nous avons besoin de ressources formées, qualifiées ; nous avons besoin de retenir nos « cerveaux ».

Nous avons besoin d'une fiscalité plus avantageuse, pour soutenir les entreprises prêtes à créer de l'emploi, à se réorienter afin d'être plus durable, mais également pour soutenir la classe moyenne moteur indéfectible de notre société.

Bien sûr, nous savons à quel point les finances de l'Etat ont été éprouvées par cette pandémie. Mais nous restons convaincus qu'une approche ciblée pour l'accompagnement social, qu'une régularisation du marché informel, et qu'une utilisation disciplinée des fonds publics sont des pistes réelles, en ces temps qui appellent des choix exceptionnels.



Mesdames et messieurs, messieurs les ministres,

Je vous remercie de votre attention.